

Mars 2022

## A LA UNE !

### La participation des personnes concernées, au cœur du CNLE



*Sonia Benmaa*

*Hind Tchouka*

*Bastien Corsini*

Le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) publie une [vidéo-portrait](#) dans laquelle *Sonia Benmaa*, *Hind Tchouka* et *Bastien Corsini*, membres du collège des personnes en situation de précarité présentent leur engagement et leur participation au sein du conseil. CNLE. Vidéo de témoignage. Réalisation Juliette Ramstein.



### Découvrez le nouveau livret de présentation du (CNLE)

Découvrez le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE), à travers ce support de communication, et toutes les informations utiles sur cette instance représentative des principaux décideurs et acteurs, institutionnels et associatifs, impliqués dans la mise en œuvre des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, sa composition, son organisation, ses missions, ses actions, ses travaux, ses recherches menées au sein de son Comité scientifique, son secrétariat général, etc....le tout illustré par des photos des différents temps forts de ses divers évènements !



### Vers un revenu minimum garanti ? Colloque sur les expériences locales qui pourraient engendrer une réforme nationale

La ville de Grande-Synthe a organisé le 22 mars dernier un colloque national intitulé *Vers un Revenu Minimum Garanti ? Des expériences locales à une réforme nationale*. Comment fonder une protection sociale à la fois plus juste et plus efficace pour les plus précaires ? Doit-on légiférer ? Ce sont les questions qui furent posées lors de cette journée événement à laquelle Delphine Aubert, Secrétaire générale du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) et Nicolas Duvoux, Président du Comité scientifique du CNLE ont participé.

## LOGEMENT



### L'État du mal-logement en France 2022 : éclairage régional Hauts-de-France

Cette année, [la Fondation Abbé Pierre](#) se penche plus particulièrement sur les résultats de la politique du Logement d'abord dans les territoires, principe selon lequel les personnes vivant à la rue accèdent à un logement digne de façon durable, sans passer par des services d'hébergement, avec un accompagnement global adapté. Dans une région historiquement bien dotée en logement social, la proportion de personnes accédant au parc public après un passage dans l'hébergement a ainsi fortement augmenté depuis 2017, passant de 3,4 % à 5,5 % du total des attributions en 2019.

Fondation Abbé Pierre. Rapport annuel n° 27. Éclairage régional



### La crise du logement : une crise qui dure

En France, malgré une économie de la construction qui se porte bien, avec ces vingt dernières années, 400 000 nouvelles constructions mises en chantier par an en moyenne, soit près de 6 logements pour 1 000 habitants, l'effort est loin d'être suffisant pour résoudre la crise du logement qui affecte singulièrement les zones tendues.

Terra Nova. Lily Munson. Note.



### Le logement dans la campagne présidentielle

Le logement inspire peu les candidates et candidats en campagne présidentielles. Certains font même une impasse complète sur le sujet. Alors que les décisions prises pour le logement nous engagent sur la longue durée, le sujet reste peu élaboré et peu différenciant entre les programmes.

Jean Bosvieux. Terra nova. Note.

## SANTÉ



### Accès aux soins : trente-cinq acteurs de santé se regroupent pour des propositions communes

A l'initiative de l'Association des maires ruraux, une kyrielle d'associations et organismes très divers se sont unis pour formuler *quatre premières propositions* réalisables, concrètes et consensuelles pour améliorer l'accès aux soins : aides pour faciliter la diversification des lieux de stage des internes, équipes de soins coordonnées autour du patient, guichet unique pour accompagner l'installation des professionnels de santé, développement du partage de compétences.

Jean-Noël Escudié. La Banque des Territoires. Article.



L'aide médicale d'État,  
la fabrique  
d'un faux problème



### L'aide médicale d'État, la fabrique d'un faux problème

Dans le contexte des élections présidentielles à l'issue de deux années de pandémie, l'aide médicale d'État (AME) est une fois de plus dans le viseur de certains candidats. Créée en 1999, ce dispositif d'aide sociale permet la prise en charge des soins de ville pour les personnes en situation irrégulière sur le territoire, sous conditions de résidence et ressources.

Betty Rouland. Institut Convergences Migrations. De facto n°31.

## LAIDE ALIMENTAIRE



### Pour une aide alimentaire plus juste

En cherchant des réponses collectives à la détresse alimentaire, ne pourrait-on favoriser d'autres formes de partage de ce bien commun qu'est l'alimentation ? Enfin, les réponses données en termes d'aide alimentaire sont-elles toujours compatibles avec le cadre actuel des politiques sociales nationales et européennes, ou sont-elles également à chercher parmi les actions plus innovantes ? On explore ici le rapport des différentes catégories de population à l'alimentation, en ce qu'il interroge les inégalités sanitaires et sociales, la coordination de l'aide qui leur est apportée et sa place au sein des politiques publiques et associatives.

Revue Vie Sociale N°36.

## LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ



Institut de recherche et  
Documentation en économie de la santé

### Effets attendus sur la pauvreté de huit politiques de santé introduites dans la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté et dans le Ségur de la santé

Quelles sont les conséquences des politiques de santé sur la situation économique et sociale des individus ? A partir d'une revue de littérature sur des programmes et dispositifs français et étrangers, nous proposons un schéma théorique pour l'analyse des effets sur la pauvreté de plusieurs mesures de santé de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté 2018 et du Ségur de la santé 2020

D.Bricard, P. Dourgnon, J. Poucineau. Irdes. Document de travail n°86/2022.



### Évaluation de l'adaptation des politiques de lutte contre la pauvreté au contexte de crise sanitaire

Le rapport sur l'évaluation de l'adaptation des politiques de lutte contre la pauvreté au contexte de crise sanitaire dresse un panorama complet de la *stratégie pauvreté*, des politiques mises en œuvre pour répondre à l'urgence sociale et leurs résultats inégaux. Il émet des recommandations, notamment de faire de la grande pauvreté et de la jeunesse des axes prioritaires des futures politiques sociales et recommande de rétablir le secrétariat d'Etat à la lutte contre la pauvreté.

Nathalie Sarles. Sylvie Tolmont. Assemblée nationale. [Rapport d'information n° 5055](#).



### Pauvreté et droits humains

Travail forcé, travail des enfants, pauvreté et inégalités de rémunération, emploi, liberté syndicale partout dans le monde, accès à l'éducation, à la santé, attention aux communautés locales, les sujets sociaux ne manquent pas qui interpellent la responsabilité sociale des investisseurs. « La conviction du *Forum pour l'investissement responsable* (FIR) est qu'y répondre ne constitue pas un simple impératif moral, mais un devoir civique de l'investisseur. »

Alexis Masse président du FIR.

## INÉGALITÉ



### L'inégalité dans tous ses états

L'objectif de ce dossier est de donner quelques aperçus sur la pensée actuelle de l'inégalité, à la fois dans son unité et sa pluralité, comme un problème crucial en termes d'institution et de droit, tout autant que de psychologie, de sociologie et d'anthropologie politiques, les différentes formes d'inégalité réagissant les unes sur les autres.

J-M.Durand-Gassel. S.Audier. O.Godecho. N.Woloszko. PUF. Cités 89 n°1/ 2022.

## Mieux prendre en compte les inégalités sociales pour garantir le droit à la santé

En 2018, en France l'écart entre l'espérance de vie des 5% les plus riches et des 5% les plus pauvres était de 12.7 ans pour les hommes. Face à ce constat la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a décidé de rédiger un avis sur les inégalités sociales de santé (ISS). Dans ce texte, adopté le 17 février, la CNCDH formule vingt-deux recommandations, appelant les pouvoirs publics à faire de la lutte contre les inégalités sociales de santé, un des piliers de la politique publique de santé. [CNCDH](#). Communiqué de presse.

## EMPLOI JEUNES



### Le Contrat d'Engagement Jeune

Entré en vigueur officiellement le 1er mars 2022, le contrat d'engagement jeune (CEJ) qui prévoit une allocation et au moins quinze heures d'accompagnement par semaine, n'a pas raté son décollage, sans encore avoir atteint sa vitesse de croisière. En plus d'un mois et demi, un peu plus de 65.000 jeunes « décrocheurs » ont opté pour ce nouveau dispositif de douze mois, renouvelable six mois sous conditions : plus de 40.000 chez Pôle emploi, 25.000 dans une mission locale.

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion. Article.

## PERSONNES AGÉES



### Scandale des Ehpad : la ministre déléguée auditionnée au Sénat

Auditionnée mardi 29 mars par la Commission d'enquête du Sénat sur les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), la ministre déléguée à l'Autonomie, Brigitte Bourguignon, a fait valoir les dispositifs que l'exécutif souhaite instaurer avant la fin du quinquennat. La publication *d'indicateurs clefs* pour chaque établissement devrait notamment permettre aux familles d'affiner leur choix. Sénat. Commission des affaires sociales.



### La situation dans certains établissements du groupe Orpea

En conclusion de leurs travaux sur la situation dans certains établissements du groupe Orpea, des parlementaires de la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale ont formulé des propositions à la suite de l'affaire Orpea. [Leur rapport](#) s'inscrit dans le cadre de quatre missions *flash*, lancées dans la foulée de la sortie du livre *Les fossoyeurs*, de Victor Castanet, consacré au leader mondial, Orpea.

Assemblée nationale. [Rapport d'information n°5152](#).

## PRÉCARITÉ ÉNERGETIQUE



### La rénovation énergétique des logements : bilan des travaux et des aides entre 2016 et 2019. Résultats définitifs

Ce rapport de l'Observatoire national de la rénovation énergétique (ONRE), vise à présenter l'état actuel de la connaissance des rénovations énergétiques. Il se compose de deux dossiers : l'enquête sur les travaux de rénovation énergétique dans les maisons individuelles (Tremi) 2020 et les données relatives aux principales aides à la rénovation sur la période de 2016 à 2019. Un rapport qui dresse le panorama des rénovations énergétiques en France est le plus complet à ce jour.

ONRE. Rapport.

## NUMÉRIQUE



[Renforcer la cohésion numérique dans les territoires : 20 mesures pragmatiques et de bon sens](#)

Réduction de la fracture numérique, développement de dispositifs d'inclusion, mise en place de services de médiation : plusieurs recommandations ont été émises dans ce rapport.

Patricia Demas. Sénat. Rapport d'information n° 588.

## REVENU UNIVERSEL



[Tout savoir sur le revenu universel](#)

Du 9 mars au 25 avril 2022, à l'occasion de l'atelier *Tout savoir sur le revenu universel*, la Bibliothèque publique d'information du Centre Georges Pompidou (BPI) propose une sélection de ressources ainsi qu'une bibliographie sur le revenu de base. BPI. Guide.

## BAROMÈTRE



[Les Français et la protection sociale. Connaissance, attentes et perceptions](#)

À l'approche de l'élection présidentielle, l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (Uniopss) et le groupe Viavoice (VYV) ont souhaité en savoir plus sur la perception et les attentes des Français en matière de protection sociale. Si 91 % des Français déclarent savoir ce que recouvre la protection sociale, seul 1 Français sur 2 voit « très bien » de quoi il s'agit. Uniopss, Viavoice. Baromètre 2022.

## DIMENSION TERRITORIALE

Nouvelle-Aquitaine



[Après une envolée en 2020, le recours au RSA retrouve son niveau d'avant-crise - Les prestations des Caf en Nouvelle-Aquitaine](#)

En 2020, sous l'effet de la pandémie, le nombre de bénéficiaires qui perçoivent *le Revenu de solidarité active (RSA)* en Nouvelle-Aquitaine est en forte hausse. Les mesures gouvernementales de soutien aux ménages fragiles freinent les sorties du dispositif alors que la situation difficile du marché de l'emploi, soumis aux contraintes sanitaires, entraîne davantage d'entrées de bénéficiaires.

Insee Analyses Nouvelle-Aquitaine N° 119.



[Les relations collectivités locales-État](#)

Au sommaire de ce numéro de *Territoires du social* publié par l'Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale (UNCCAS) : l'interview de Louis Schweitzer, Président du comité d'évaluation de la stratégie pauvreté, mais aussi un dossier consacré aux relations Etat-collectivités locales.

UNCCAS. Publication.

## INCLUSION BANCAIRE ET FINANCIERE



### Semaine de l'éducation financière

L'enquête publiée par la Banque de France fin 2021, sur l'éducation financière des français donne des indicateurs sur la fragilité financière. Impliquée sur le sujet notamment au travers de la stratégie nationale d'éducation financière, la Banque de France en s'appuyant notamment sur les Centres communaux d'action sociale (CCAS) à organisé dans tout l'hexagone, une série d'ateliers sur ce thème dans le cadre de la *Semaine de l'OCDE de l'éducation financière* du 21 au 25 mars 2022. Communié.

## DIMENSION INTERNATIONALE

### Europe

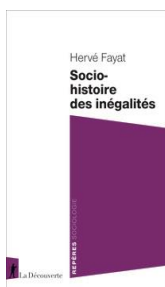


### Quantifier le non-recours aux minima sociaux en Europe - Un phénomène d'ampleur qui peine à susciter le débat

Le non-recours un phénomène d'ampleur dans tous les pays observés. Le non-recours fait l'objet d'un intérêt croissant et commun dans des pays aux systèmes de protection sociale très différents. En Europe, les systèmes de solidarité ont eu tendance à se complexifier pour s'adapter à la diversité des situations individuelles, de plus en plus marquées par l'instabilité des trajectoires professionnelles et familiale

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques. Les dossiers de la DREES n° 94.

## OUVRAGES



### Socio-histoire des inégalités

L'inégalité peut se définir de manière très synthétique comme « un accès inégal, et perçu comme illégitime, aux ressources valorisées dans une société donnée ». Cette définition élémentaire invite tout d'abord à poser l'inégalité comme fait social ; elle incite ensuite à réfléchir à la légitimation des inégalités et surtout à définir l'expression *ressources valorisées* ou *l'inégalité de quoi ?*. Cette interrogation, loin de pouvoir se clore par l'établissement d'une liste d'inégalités, ouvre de nombreux débats inter-et intradisciplinaires.

Herve Fayat. La Découverte.

## AGENDA DU CNLE

### Calendrier prévisionnel des réunions du CNLE en 2022

#### Réunions plénières du Conseil du CNLE

Jeudi 9 juin - 9h30 à 12h30  
Jeudi 22 septembre - 9h30 à 12h30  
Jeudi 1er décembre - 9h30 à 12h30

#### Réunions plénières du Comité scientifique du CNLE

Lundi 04 juillet - 14h à 17h30

#### Réunions du Comité de pilotage « Impact social de la transition écologique »

Jeudi 14 avril - 14h00 à 17h30  
Jeudi 12 mai - 14h00 à 17h30  
Jeudi 16 juin - 14h00 à 17h30

## A propos du CNLE



Conseil national des politiques de lutte  
contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Organe rattaché au Premier ministre, présidé par Mme Fiona Lazaar, Députée du Val-d'Oise, le [Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale](#) (CNLE) a un rôle de conseil du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Il est composé de 5 collèges regroupant 64 membres (représentants des assemblées parlementaires et collectivités territoriales, associations et acteurs de la société civile, représentants du monde du travail, ainsi que 32 personnes en situation de pauvreté) et d'invités permanents.

Lieu de dialogue permanent entre tous les acteurs concernés par ces politiques publiques, le CNLE s'appuie sur l'expertise de son comité scientifique, issu du [regroupement](#) de l'Observatoire national de la pauvreté et l'exclusion sociale et du CNLE officialisé par le décret le [décret n°2019-1379 du 18 décembre 2019](#). Instance permanente du CNLE, il a été installé officiellement le 1<sup>er</sup> octobre 2020 et est présidé par Nicolas Duvoux. Ses missions d'analyse et d'observation sociale doivent contribuer, en lien étroit avec l'ensemble des collèges du CNLE, à une meilleure connaissance de la pauvreté et de l'exclusion sociale en France et à la définition de politiques publiques plus ambitieuses et efficaces.

## La newsletter du CNLE

La newsletter du CNLE est un outil d'information interne destiné aux membres du Conseil et du Comité scientifique. Ce nouveau rendez-vous vise à apporter des informations utiles sur l'actualité de nos travaux, sur nos prochains rendez-vous, ainsi que des éléments d'analyse et d'actualité (publications, rapports, articles de presse...). Nous restons à l'écoute de vos commentaires et suggestions afin que cette newsletter soit aussi utile que possible.

Retrouvez nous sur le site Internet du CNLE : [www.cnle.gouv.fr](http://www.cnle.gouv.fr)



Twitter



LinkedIn

**Contact :** [fatima.guemiah@social.gouv.fr](mailto:fatima.guemiah@social.gouv.fr)

Tél : 01 40 56 81 73 - 06 62 04 42 24